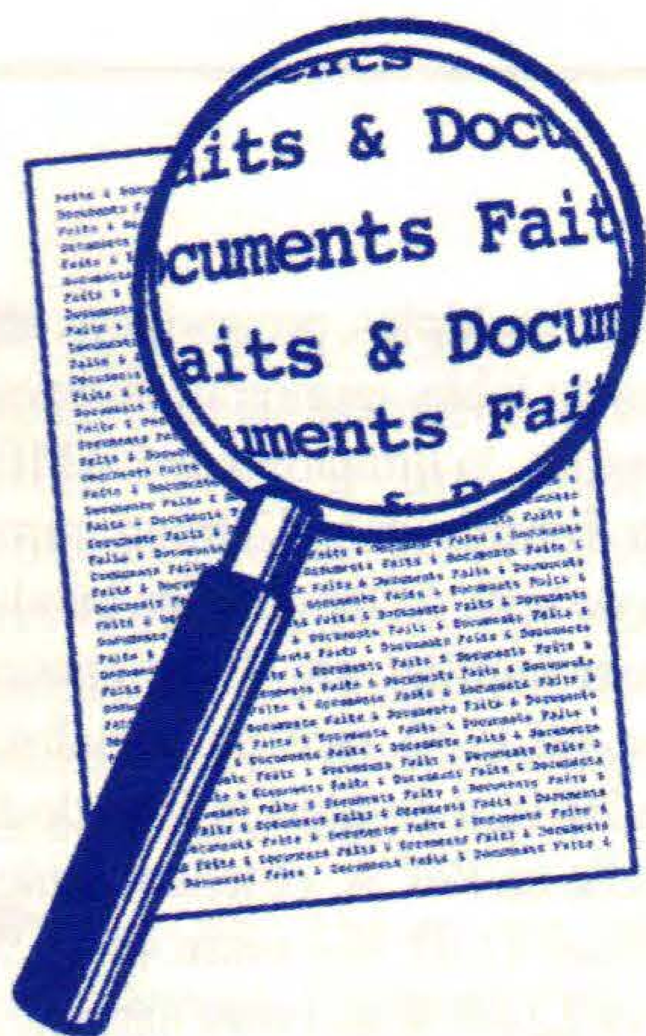


FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 306 8 €
Du 1er au 15 décembre 2010

➤ PORTRAITS : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT (p.1, 2, 6)

➤ POLITIQUE : (p.3, 4, 7, 9)

➤ LOBBIES : (p.5)

➤ ENQUÊTE : D'ÉTRANGES HAUSSES EN PÉRIODE DE CRISE (p.7)

➤ ÉTRANGER : (p.8)

➤ KIOSQUE : (p.10-11)

➤ POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Baby N. p.10	Halimi I. p.12
Balkany I. p.4	Horowitz F p.7
Bedos N. p.11	Hortefeux B. p.12
Benassy A. p.9	Husseini p.9
Benhamou B p.7	Jupé A. p.3
Berra N. p.4	Kessler D. p.5
Bertrand X. p.3	Lang J p.3
Besson E. p.9	Leroy M. p.1
Bompard J p.2	Mariani T. p.2
Bougrab J p.3	Mélenchon J-L p.7
Breker A p.10	Messmer P. p.6
Cabrel F. p.7	Mitterrand F p.4
Cathala L p.5	Montchamp M-A p.3
Chirac B. p.9	Notat N p.5
Clerc J. p.10	Ollier P. p.3
Copé J-F p.3	Palin S. p.8
Couderc P. p.5	Pasqua C. p.1
Dati R. p.4	Perrin J. p.4
Devedjian P. p.4	Raffarin J-P p.2
Diaz M. p.5	Richert P. p.2
Drucker M p.11	Séguin P. p.2
Duflot C. p.9	Sonnenberg M. p.8
Fabius L. p.4	Tessier M p.5
Fillon F p.1	Tibéri J. p.5
Frèche G. p.7	Verne J p.11
Guéant C. p.3	Vial P p.10
Guggenheim S p.7	Villepin (de) D p.3

PORTRAITS LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

« Le principe de la révolution, c'est que vous faites un tour complet à 360°. » Une citation du ministre des Finances Christine Lagarde qui résume assez bien la composition de l'improbable nouveau gouvernement Fillon. Car, en effet, quand on fait une révolution complète, on revient au point de départ. On ne change donc rien. De là l'impression de déjà-vu avec l'arrivée de vieux chevaux de retour (Alain Juppé en tête), le renforcement des anciens du RPR et des favoris de la cour de Nicolas Sarközy. N'ont été retenus ici que les ministres et secrétaires d'État dont la biographie n'a jamais été publiée dans *Faits & Documents*: Michel Mercier, Maurice Leroy, Patrick Ollier, Philippe Richert, Thierry Mariani (1).

1. Pour Alain Juppé, on se reportera aux deux tomes de l'*Encyclopédie de la politique française*, pour Xavier Bertrand à *F&D* 174, pour Frédéric Lefebvre à *F&D* 259, pour Marie-Anne Montchamp à *F&D* 173 et pour Jeannette Bougrab à *F&D* 294.

« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. »

Maurice Leroy (*La Nouvelle République* du 12 mai 2007). Leroy reprend, en se l'attribuant, une citation d'Edgar Faure…

Nouveau ministre de la Ville, **Maurice Leroy** est certainement l'élément le plus atypique de ce gouvernement puisqu'il s'agit d'un ancien permanent du Parti communiste, passé par l'orbite de **Charles Pasqua** avant de rejoindre **François Bayrou**, puis de rallier le Nouveau Centre. Une vraie girouette. Né à Paris IVe le 2 février 1959, il est le fils d'un ancien ouvrier (un « prolo » pour Maurice Leroy), quand même devenu ingénieur du bâtiment, et d'une secrétaire de direction d'origine espagnole (qu'il a longtemps présentée comme une « femme de ménage »). Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques, d'un diplôme d'études comptables et d'un DUT de gestion des entreprises. Engagé au sein du Comité d'action lycéen du lycée Montaigne puis dans les Jeunesses communistes dès ses 17 ans, il va rapidement percer au sein du PCF, où il demeurera durant onze ans : ce communiste strictement orthodoxe, s'identifiant à la ligne **Georges Marchais**, sera responsable national de l'Union des étudiants communistes (à laquelle il a adhéré » en mai 1968). Il sera même invité en Union Soviétique en 1979 où ses parents sont installés, afin de participer à la construction du fameux hôtel moscovite *Cosmos*. Directeur de cabinet du maire communiste d'Orly **Gaston Viens** de 1982 à 1984, il sera ensuite assistant parlementaire de la sénatrice communiste **Hélène Luc**, puis secrétaire général du groupe communiste et apparentés au Sénat, il conserve ce poste jusqu'en 1990.

Candidat communiste aux élections cantonales de 1986 dans le Loir-et-Cher, il se fait élire, en 1989, maire de Poislay, une petite commune où habitait son grand-oncle, ancien maire communiste. En 1992, il dispose de suffisamment de soutiens pour devenir vice-président de la puissante Association des maires de France, alors même que la commune qu'il administre ne compte que 240 habitants. Il sera aussi, de 1998 à 2001, vice-président de l'Union des conseillers généraux de France, puis président de cette association (2001-2008). Directeur de cabinet du président du conseil général du Val-de-Marne, le communiste **Marcel Germa** (1990-1991), puis directeur de cabinet du sénateur-maire de Nanterre, la communiste **Jacqueline Fraysse-Cazalis** (1991-1992), et enfin du maire, toujours communiste, de Colombes, il devient, à la surprise générale, en 1993, chargé de mission… de **Charles Pasqua**, président du conseil général des Hauts-de-Seine, en charge du « pacte social », un plan d'ensemble pour la politique de la ville (avec l'ex-maoïste **Roland Castro**). Il exerce les mêmes fonctions au ministère de l'Intérieur avec le même Charles Pasqua (1993-1995), conservant par la suite ses fonctions avec **Eric Raoult**, ministre de l'Intégration et de la Ville (1995-1997).

Maurice Leroy a donné diverses versions de son évolution. Parfois, sa déception au pays du « socialisme réel » qui l'aurait fait vaciller dans ses convictions. « J'y suis allé avec mes certitudes, j'en suis revenu anéanti. C'était Sarcelles sur Moskowa, plus brutal que ce que racontait *Le Figaro*. » L'explication ne tient guère puisqu'il devient ensuite permanent communiste. Autre version : après ses cabinets à Nanterre et à Colombes, il aurait jeté l'éponge : « Ce que

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAITS

j'avais lu dans les bouquins, comment une machine peut broyer un homme, c'était vrai. J'ai quitté sur la pointe des pieds et en larmes. » Dernière version, et sans doute la seule bonne (*Libération*, 17 février 1995) : « Je gagne 25000 balles par mois. Et ma bagnole est payée à crédit. » Ce négociateur d'un cynisme total n'hésite jamais à rappeler son passé communiste. Mieux, il le revendique, face à une droite ébaubie : « Le passage au PC, ça aide à surmonter les contradictions (*Marianne*, septembre 1997). »

Incroyablement, cet apparatchik de haut vol est à nouveau candidat aux élections cantonales de 1993, mais cette fois sans étiquette et avec le soutien de Charles Pasqua. « Momo » l'emporte dès le premier tour, sur le sortant PR, avec 61 % de suffrages. Il rejoint ensuite Force démocrate et non le RPR comme on aurait pu le penser, d'autant qu'il appartient à Demain la France, le mouvement de Charles Pasqua et **Philippe Séguin**. En juin 1997, grâce au soutien de la sénatrice UDF **Jacqueline Gourault** et du député sortant, l'UDF **Jean Desanlis** (qui sera son suppléant), et surtout en pleine déconfiture de la droite, il réussit l'exploit de se faire élire dans la 3e circonscription du Loir-et-Cher (55,37 %). À l'Assemblée, il sera l'unique député de la « droite parlementaire », alors dans l'opposition, à rejoindre l'organisation alter-mondialiste ATTAC. Il en reviendra : « Une belle idée, dans mon fil rouge. Mais je suis tombé sur des ayatollahs, même le PC des années dures n'était pas aussi sectaire. J'ai pris mes distances. » Il se déclare aussi favorable au droit de vote aux immigrés. Il appartient également au Groupe d'amitié parlementaire France-Israël (et sera l'invité de l'Union des patrons juifs de France en Israël en octobre-novembre 2007).

Tête de liste à Vendôme, aux élections municipales de 2001, il est finalement battu de peu (49,04 %). L'année suivante, il sera le porte-parole de **François Bayrou**, durant la campagne présidentielle de ce dernier. En juin, il est réélu avec 50,59 % dès le premier tour. En avril 2004, il succède à l'UDF **Michel Dupiot** comme président du conseil général du Loir-et-Cher. Ne ménageant jamais ses critiques envers **Jacques Chirac** et les gouvernements de **Jean-Pierre Raffarin** et de **Dominique de Villepin**, il sera l'un des onze députés UDF (sur trente) à voter la censure du gouvernement Villepin en mai 2006. Bien évidemment, il est à nouveau le porte-parole de François Bayrou durant la campagne présidentielle de 2007. À la différence de ce dernier, il appelle très nettement à voter en faveur de **Nicolas Sarközy** au second tour de l'élection présidentielle alors qu'il avait multiplié les déclarations de « fermeté » avant le premier tour@. Dès le 9 mai, il plaide dans *Le Figaro*, pour la création d'un « centre libre dans la majorité présidentielle » et participe au lancement d'un fantomatique parti, le Nouveau Centre. Il est aisément réélu en juin 2007 avec 58,3 % des voix (bien que l'UMP locale ait présenté contre lui un UMP dissident, **Jean-Yves Narquin**, frère de **Roselyne Bachelot**). En mars 2008, il est réélu conseiller général de Droué au premier tour avec 73,36 % des voix et reconduit président du conseil général. En juin 2007, il pensait devenir ministre de l'Agriculture mais c'est finalement un autre représentant du Nouveau centre, **Hervé Morin**, qui est retenu par Nicolas Sarközy. Il pensait à nouveau prendre le ministre de l'Agriculture en novembre 2010, mais c'est finalement le ministère de la Ville qui lui est attribué.

Le nouveau secrétaire d'État aux Transports **Thierry Mariani** est né le 8 août 1958 à Orange (Vaucluse). D'origine italienne par ses grands-parents paternels arrivés en France en 1920, ce pur apparatchik est le fils d'un artisan de Valréas. Il est extrêmement discret sur les liens étroits qu'il entretient avec les milieux russes, ayant épousé sur le tard une femme russe (non citée au *Who's Who*), même si son nom a été régulièrement évoqué comme éventuel ambassadeur à Moscou. Il a également longuement vécu avec une journaliste helvétique, **Véronique Robert**, pigiste à *Marianne*. Il est passé par le petit séminaire d'Avignon et le lycée militaire d'Aix-en-Provence. Il indique au *Who's Who* (ainsi que les fiches de la Société générale de presse) être simplement diplômé de l'Institut d'études des relations internationales (un institut privé parisien), mais a longtemps rajouté sur ses CV être titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un DEA de droit commercial (voire une maîtrise de droit international). Il adhère au RPR peu après sa création. Citant le socialiste **Patrick Mennucci**, chef de file des socialistes marseillais, *Le Monde* (22 septembre 2007) assure qu'il a été très influencé « par les idées du Grece ». En 1979, il sera délégué national aux universités et délégué des jeunes du Vaucluse, tout en travaillant pour **Louis Lauga** (1983-1990). Dès 1988, il devient conseiller général (jusqu'en 2001) et maire de Valréas en 1989 (jusqu'en 2005). Il figure également sur la liste européenne du RPR la même année. Candidat dans la 4e circonscription du Vaucluse en 1988, il est battu de peu (49,4 %) par le socialiste **Jean Gatel**. En 1993, il est élu (48,9 %) député dans une triangulaire avec le PS Jean Gatel et la frontiste **Marie-Claude Bompard**. Se situant dans la frange de droite de l'UMP (proche de **Charles Pasqua**, qui l'avait poussé dans l'appareil RPR dès 1980), il a été constamment contré par **Jacques Bompard**, ex-frontiste qui a fait d'Orange son bastion (Mariani n'a jamais cessé de lui mettre des bâtons dans les roues…). Ce qui fait qu'il est réélu en 1997 député avec un score beaucoup plus faible (38,36 %), toujours dans une triangulaire avec le socialiste **Jean-Pierre Lambertin** et le nationaliste Jacques Bompard. En 1999, il a le profil parfait pour adhérer au RPF de Charles Pasqua mais demeure au RPR « par fidélité à Nicolas Sarközy » (*L'Express*, 1er juillet 1999). Rebelote pour sa réélection en 2002, avec 57,63 % face à Jacques Bompard. À l'Assemblée, il devient le lobbyiste en chef des cafetiers, buralistes et restaurateurs, n'ayant notamment eu de cesse de faire baisser à 5,5 % la TVA dans les restaurants. Ce « boutefeu de la majorité » (*Le Monde*, 22 septembre 2007) défend également de multiples propositions de loi contre les dérives du lobby immigrationnistes, les immigrés clandestins, la limitation de l'AME, la non-entrée de la Turquie dans l'Union européenne, la création de tests ADN pour les candidats au regroupement familial, etc. Il est encore réélu en 2007 avec 60,17 % face au socialiste **Pierre Meffre**. En 2010, il conduit la liste de la majorité présidentielle en PACA, obtenant seulement, dans le Vaucluse, 33,02 % (contre 44,11 % à **Michel Vauzelle** et 22,87 % au Front national). En juillet 2010, il participe à la création d'un « collectif de la droite populaire » qui réunit une trentaine de députés prônant la fermeté en matière d'immigration et de délinquance. Le départ volontaire de **Dominique Bussereau** lui permet de trouver un strapontin au gouvernement, ayant toujours espéré jusqu'alors devenir ministre ou secrétaire d'État sans jamais avoir été retenu.

Le nouveau ministre des Collectivités territoriales **Philippe Richert** est né le 22 mai 1953 à Ingwiller (Bas-Rhin). Protestant luthérien, ce fils d'un bûcheron est devenu professeur de sciences naturelles (puis principal de collège). Il s'est longtemps consacré à la défense de la nature, présidant notamment l'Association pour la surveillance de la pollution atmosphérique d'Alsace (1988-1997) et l'Association sur l'environnement et la nature. Il préside le Conseil national de l'air depuis 2004. Ce quasi apolitique finit par adhérer à un petit parti local, Initiatives alsaciennes, lancé par **Adrien Zeller** en marge du centrisme officiel. Il devient conseiller général en 1982 et s'affilie à l'UDF, finissant par rejoindre trois ans plus tard le CDS. Régulièrement réélu avec des scores records, il devient vice-président puis président du conseil général du Bas-Rhin (1998-2008), succédant à **Daniel Hœffel**. Conseiller régional d'Alsace à partir de 1986, il sera longtemps le président de sa commission de l'environnement, avant de prendre la tête du conseil régional en mars 2010. Suppléant d'Adrien Zeller, député CDS du Bas-Rhin, à partir de 1988, il « tue le père » en 1992, refusant de soutenir sa liste dissidente, accordant sa confiance à la liste officielle CDS **Hœffel/Rudloff**. La même année, à l'occasion d'une élection partielle, il devient sénateur du Bas-Rhin, devenant le plus jeune sénateur de France. Il prend rapidement la présidence du Groupe d'amitié sénatorial France-Israël. En 1995, il tente de reprendre la mairie de Strasbourg à la socialiste **Catherine Trautmann**, mais sera battu dès le premier tour. Secrétaire du Sénat de 1995 à 2004 et vice-président de 2005 à 2008, il devient questeur du Palais du Luxembourg en octobre 2008. Président de l'Association des élus régionaux de France à partir de 2010, il appartient au puissant Cercle de l'Ill, qui réunit l'élite de la région rhénane (France, Allemagne, Luxembourg). Son frère aîné, **Emile Richert**, fut maire sans étiquette de la commune où se situe l'origine de la famille, Wimmenau (l'épouse de Philippe Richert en a également été conseillère municipale) et figura en 14e place sur la liste

(Suite page 6)



POLITIQUE

▶ À nos abonnés. Vous trouverez ci-joint un formulaire d'abonnement « cadeau » à *Faits & Documents* pour Noël à un prix très préférentiel. Un cadeau intelligent pour faire découvrir à votre famille et vos amis « le dessous des cartes » en cette période cruciale. N'hésitez surtout pas à offrir plusieurs abonnements, la situation de *F&D* étant fragile comme je l'ai déjà écrit.

▶ Le maintien de **François Fillon** à Matignon est l'élément essentiel de ce simple remaniement ministériel, pratiquement déjà oublié. En réalité, il fournit la distribution des rôles pour 2012, en consacrant le retour de la vieille garde RPR, dont le soutien le plus entier est indispensable à la réélection de **Nicolas Sarközy**. De là, par exemple, la nomination de **Marie-Anne Montchamp**, jusqu'alors porte-parole de République solidaire, le parti villepiniste. Elle dénonçait pourtant encore il y a peu la « position démagogique de l'Élysée » et le « cynisme politique qui consiste à se couler dans le moule quoi qu'il en coûte de contorsions ». Le président de la République sait que **Dominique de Villepin** veut être candidat et il doit tout faire pour le marginaliser bien avant 2012, notamment en le privant de ses cadres essentiels.

▶ Le calendrier, la campagne et le programme présidentiel seront entièrement décidés et dirigés depuis l'Élysée, autour de **Claude Guéant**, avec un remaniement prochain de l'équipe de la présidence de la République. **Nicolas Sarközy**, qui entend s'imposer au niveau international comme le seul candidat crédible (et pas **Dominique Strauss-Kahn**) suivra essentiellement le G8 et le G20 dont il assurera la double présidence l'année prochaine. **Jean-François Copé**, qui a enfin obtenu ce qu'il voulait, la direction de l'UMP et l'assurance qu'il pourrait être candidat en 2017, s'occupera de la mobilisation des troupes sur le terrain, **François Fillon** gérant les affaires courantes.

▶ Afin de « bien faire » les choses, **Nicolas Sarközy** a exigé que les sommets du G8 et du G20 se déroulent respectivement à Deauville-Trouville et à Cannes, son ami du *Fouquet's* **Dominique Desseigne** (casinos Barrière) devant récupérer une bonne partie du pactole. Ses conseillers lui ont expliqué que cela risquait de faire trop « bling bling » et lui ont proposé Bordeaux (dont le maire est **Alain Juppé**) et Le Havre pour remplacer Deauville. Bien que le nouveau maire du Havre **Edouard Philippe** soit très en cour (il a failli entrer au gouvernement), le président de la République a refusé d'en démordre, souhaitant que les délégations puissent tranquillement le soir « tirer des bordées ».

▶ Le nouveau ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, **Xavier Bertrand**, appartient de longue date au Grand Orient de France. On suivra donc avec attention deux dossiers qui tiennent à cœur aux « frères de lumière » et qu'il fera sans doute « avancer » dans un sens « opératif »: la bioéthique (recherches sur l'embryon, cadre législatif pour la fécondation in vitro, légalisation des « mères porteuses ») et l'euthanasie « douce » (non acharnement thérapeutique, accompagnement en fin de vie).

▶ L'une des conditions posées par le Premier ministre lui a donc été accordée par **Nicolas Sarközy**: le secrétaire général de l'Élysée **Claude Guéant** sera beaucoup plus discret dans les médias et n'interviendra plus comme le « Premier ministre bis », laissant les coudées plus franches à Matignon. Il en sera de même de **Jean-David Levitte**, **Henri Guaino**, **Xavier Musca** ou de **Jean Castex**, qui vient de remplacer **Raymond Soubie**.

▶ La nomination de **Jeannette Bougrab** au secrétariat à la Jeunesse et à la Vie associative, laisse augurer la suppression de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, dont les missions seraient intégrées à celles du Défenseur des droits, créé par la réforme constitutionnelle de 2008. **Jack Lang** est donné comme favori à ce poste.

▶ Le tonitruant **Frédéric Lefebvre** (cf *F&D* 259) véritable « voix de son maître » à savoir **Nicolas Sarközy**), promu secrétaire d'État au Commerce, à l'Artisanat, aux Petites et Moyennes Entreprises, au Tourisme, aux Services, aux Professions libérales et à la Consommation, apparaît dès à présent comme le « secrétaire d'État aux Lobbies », une tâche où il excellait quand il était à l'Assemblée nationale et même quand il n'y était pas, étant coactionnaire d'une aussi influente que discrète société de lobbying et d'intelligence économique, Pic Conseil, devenue Domaines Publics, dont les domaines de prédilection sont justement l'artisanat, le tourisme et l'hôtellerie…

▶ La sollicitude de **Michèle Alliot-Marie** ne s'arrête pas à son compagnon, **Patrick Ollier** mais s'applique aussi à sa proche parentèle. Aucun média n'a osé révéler que sa propre nièce, **Ludivine Olive**, travaille pour elle depuis 1997: cette titulaire d'un simple deug de droit fut son attachée parlementaire (1997-2001), chef de son cabinet à la présidence du RPR (2001-2002), chef adjoint puis chef de son cabinet civil au ministère de la Défense (2002-2007), chef de son cabinet au ministère de l'Intérieur (2007-2009), puis à nouveau au ministère de la Défense (2009-2010). Elle conserve les mêmes fonctions place Vendôme.

▶ **Alain Juppé** sera le premier ministre de la Défense et des Anciens combattants à mi-temps. Il a en effet décidé de conserver son poste de maire de Bordeaux, n'hésitant pas à déclarer « Je ne pars pas de Bordeaux, je serai à Bordeaux », précisant qu'il serait dans la capitale girondine « de trois à quatre jours par semaine ». Par ailleurs, son épouse, **Isabelle Legrand-Bodin**, connaît sans doute mieux le sujet que lui: cette journaliste au *Matin de Paris* (quotidien socialiste) puis à *La Croix* (gauche chrétienne) était en charge de la Défense, et donc accréditée à l'hôtel de Brienne. Depuis 2003, elle est salariée du groupe Lagardère, autre grosse pointure de l'armement français…

▶ Fiabilité de *F&D* (bouclé le 10 novembre) Hormis le maintien de **Lagarde** à Bercy, aucune erreur dans nos prévisions sur la composition du nouveau gouvernement. À comparer avec *L'Express* qui titrait, le 8 septembre, en « une », *Sarkozy-Fillon: la fin…*

POLITIQUE

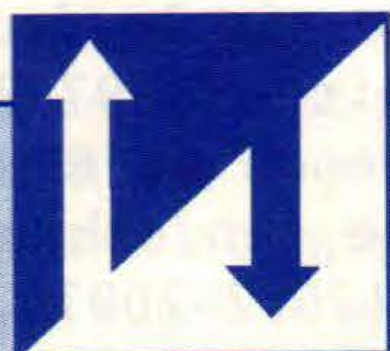
▶ Dans le plus grand désintérêt des médias, une mesure politique majeure a été adoptée à l'occasion de la réforme des collectivités territoriales, le 17 novembre, au Sénat (par seulement une voix de majorité) : la création du conseiller territorial, qui remplacera, à partir de 2014, les conseillers généraux et régionaux. Le scrutin, qui se fera désormais selon le système majoritaire (saupoudré d'une minuscule dose de proportionnelle), conduit automatiquement à la disparition de tous les élus « marginaux » n'ayant pu passer d'alliance de second tour. En fait, c'est le Front national qui est directement visé.

▶ **François Fillon** est allé déjeuner en famille, le 6 novembre, au restaurant casher juif Schwartz's Deli, situé dans le *Shmatess* (Marais) de Paris.

▶ *Ex abrupto*, **Nicolas Sarközy** a décidé de sortir des collections de la Bibliothèque nationale de France, dont les biens sont pourtant inaliénables, 287 manuscrits coréens, récupérés par la marine française en 1866, pour les « rendre » à la Corée du sud, par le biais de prêt de cinq ans systématiquement renouvelables. Ces manuscrits, qui n'avaient jamais fait l'objet d'aucune demande de restitutions avant 1991, ne présentent pourtant qu'un intérêt limité, les deux tiers des documents n'étant que des doubles. Cette décision présidentielle inquiète les responsables de musées et des bibliothèques français, nombre d'autres pays risquant de réclamer des œuvres dont ils estiment avoir été spoliés.

▶ Les dix membres les plus importants du cabinet de **Frédéric Mitterrand** coûtent 1 080 034 euros nets par an. Soit un peu plus de 9 000 euros par mois pour chacun d'entre eux.

EN HAUSSE



EN BAISSE

■ **Jacques Perrin**. En prenant de la bouteille, l'acteur fétiche de Pierre Schoendoerffer et désormais producteur (on se souvient encore du succès du *Peuple migrateur*) revient à ses premières amours, l'Indochine. L'inoubliable lieutenant de *La 317e section* vient de terminer, avec l'historien militaire Eric Deroo, *L'Empire du Milieu du Sud*, présenté en avant-première au Festival du film historique de Pessac et à l'ECPAD. Sorti le 24 novembre, ce somptueux documentaire, reprenant les meilleures images des archives militaires, retrace l'histoire de l'Indochine, de la colonisation française, de ses guerres successives et de ses sortilèges. Comme le disait Perrin, à propos de la 317e section : « Personne n'est revenu d'Indochine tout à fait intact. »

■ **Laurent Fabius**. L'ancien Premier ministre socialiste ne siège jamais à la Commission de la Défense et des Forces armées dont il est pourtant membre. Il se contente de signer le cahier d'émargement, pour ne pas être pénalisé financièrement, et… s'en va. Le 27 octobre, le registre se trouvant à l'intérieur de la salle, il a exigé d'un huissier qu'il le lui apporte dehors… toujours avant de repartir.

■ **Dominique Strauss-Kahn**. Même si les propos étaient « off », le directeur général du FMI a expliqué, lors d'un petit-déjeuner avec des banquiers à Francfort, que la baisse du niveau de vie des Européens venait du fait qu'ils travaillaient moins. Sans jamais mettre en cause les menées irresponsables de la haute finance mondialiste et apatride. Superbe sortie pour un très plausible candidat socialiste.

▶ Passée du fantomatique Secrétariat d'État aux Aînés au secrétariat d'État à la Santé, l'UMP **Nora Berra**, unique figure de l'« ouverture ethnique » à demeurer au gouvernement, suscite la surprise générale. Comme *F&D* 279 l'avait révélé en exclusivité, bien que née en France, ce « médecin à diplôme étranger » a effectué l'essentiel de ses études de médecine, non en France, mais en Algérie (ce qu'elle n'indique pas dans ses biographies bien évidemment). Le Pr **Jean-Louis Touraine** l'a confirmé pour la première fois au *Quotidien du médecin* (17 novembre) : « Nora Berra a refusé le concours d'entrée à la fac de médecine de Lyon. Du coup, elle est allée faire sa médecine à Oran […] Nora Berra n'a pas voulu passer le concours d'équivalence. Elle est toujours médecin à diplôme étranger. » Et ce professeur de médecine, également élu socialiste, d'ajouter fielleusement : « Sans doute sera-t-elle plus sensible que quiconque à la question des médecins à diplôme étranger. » En fait, selon ses collègues, et comme nous l'avions déjà écrit, Nora Berra ne connaît rien aux problèmes des médecins à diplôme français, aux médecins généralistes aux médecins spécialistes, et même pas grand-chose aux médecins d'hôpitaux, ayant particulièrement peu exercé en milieu hospitalier. Comme le précise le Pr Touraine : « Nora Berra a pris plusieurs arrêts maladie de plusieurs mois au CHU et au sein du laboratoire pharmaceutique où elle travaillait en parallèle, alors qu'elle continuait dans le même temps son activité politique. » Elle a par ailleurs travaillé (sûrement pour son niveau de diplôme…) pour trois laboratoires pharmaceutiques : Boehringer Ingelheim (1999-2001), Bristol Myers Squibb (2001-2006) et Sanofi Pasteur (2006-2009).

✋ L'un des beaux-frères de **Rachida Dati** a été condamné, début novembre, par le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse, à seulement trois mois de prison avec sursis et deux ans de mise à l'épreuve pour agression sexuelle envers une mineure de 14 ans dans un bus dont ils étaient les deux seuls occupants (à part le chauffeur). Accusé initialement de viol, il a nié les faits, lesquels ont finalement été requalifiés en « agression sexuelle ».

▶ Après avoir perdu la présidence de l'EPAD (qui devait originellement revenir à **Jean Sarközy**) et son poste de ministre du Plan de relance, **Patrick Devedjian** vient d'être sévèrement battu au secrétariat général de l'UMP des Hauts-de-Seine par le député-maire de Chaville **Jean-Jacques Guillet**. Ce qui laisse augurer sa chute de la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine l'année prochaine (au profit, soit d'**Alain-Bernard Boulanger**, soit d'**Isabelle Balkany**, avec en arrière-fond la montée de Jean Sarközy).

✸ La Ligue de défense juive, l'une des milices communautaires, a attaqué, le 21 novembre, l'exposition de photographies de **Kai Wiendenhöfer**, au sous-sol du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, qui comportait plusieurs photos relatives à la Palestine. L'accès ayant été bloqué par les vigiles du musée, le commando a alors tenté d'interdire l'entrée du musée aux visiteurs.



LOBBIES

► La récente manifestation contre le club d'influence Le Siècle (*F&D* 305) a semé la panique parmi ses membres et dirigeants, soucieux de ne pas apparaître comme l'incarnation des nouvelles « deux cents familles ». Afin de gommer l'orientation financière mondialiste et cosmopolite du cercle (le clivage gauche/droite n'étant jamais entré en compte puisqu'on y retrouve des représentants des grands partis), **Nicole Notat** a été littéralement propulsée à la présidence du cercle, devant succéder, très opportunément, le 1er janvier 2011, à **Denis Kessler**, patron de la société de réassurance Scor. C'est la première fois qu'une femme, en l'occurrence une ancienne syndicaliste de gauche de premier plan, accède à la tête du Siècle, véritable cénacle de la fortune anonyme et vagabonde. Les deux vice-présidents seront le politologue **Olivier Duhamel** et **Henri Loyrette**, président du Musée du Louvre. Le trésorier est **Marc Tessier**, ancien président de France Télévisions, et le secrétaire général, l'inamovible **Etienne Lacour**, directeur de la rédaction de la Société générale de presse, créée par **Georges Bérard-Quélin**, le fondateur du Siècle.

► **Fabienne Bass-Muller** prend la direction de la section strasbourgeoise de la fraternelle maçonnique Dialogue & Démocratie française.

► **Jean-Paul Delevoye** a pris la tête du Conseil économique, social et environnemental, véritable annexe des loges, le 16 novembre. Pur hasard évidemment, le 6 novembre, il planchait devant le collège des loges de Paris II du Grand Orient de France sur le thème *Vivre ensemble*.

► Participaient également à ce colloque **Laurent Cathala**, député-maire PS de Créteil, **Jacques Menninger**, architecte, **Caroline Fourest**, journaliste, **Danièle Mitterrand**, présidente de la Fondation France Liberté, l'économiste **Jacques Généreux**, le cinéaste **Bruno Lemesle**, le philosophe **Christophe Genin**, l'historien du maçonnisme **André Combes**.

► Après une première tentative avortée de création d'une Grande Loge régulière à Monaco, Les Grandes Loges unies d'Allemagne, la Grande Loge unie d'Angleterre et la Grande Loge nationale française consacreront, en février 2011, la Grande Loge nationale régulière de la Principauté de Monaco. Elle comprendra à ses débuts les trois loges établies les années précédentes par la GLNF à Monaco, La Porte neuve, La Sainte Grâce et Jean Monoïkos.

► Le bureau de la fraternelle maçonnique Dialogue & démocratie française vient d'être renouvelé. Le nouveau président est **Patrice Hernu**, fils de l'ancien ministre socialiste franc-maçon **Charles Hernu**, les vice-présidents **Jean-Michel Balling** et **Charley Muscat**, le secrétaire général **Christophe Stener**, le trésorier **Christian Thuillier**.

► S'inquiétant de plus en plus des fuites en direction de sites « profanes », le forum intranet du Grand Orient de France vient d'être fermé.

► Signe de dissension au sein de la GLNF et de la Grande Loge traditionnelle et moderne de France, une nouvelle obédience, la Grande Loge de Cannes, vient d'être créée à Cannes, fief maçonnique, par des dissidents de ces deux obédiences. Ayant pour Grand Maître **Philippe Clerissi**, elle regroupe environ 70 frères répartis en deux loges.

► Fortes tensions au sein du Suprême Conseil du Rite écossais ancien et accepté, qui régit les hauts grades du REAA au sein du Grand Orient de France et le dit GODF. Son Grand Commandeur, l'ancien Grand Maître du GODF **Jean-Robert Ragache**, est extrêmement défavorable à l'initiation de femmes au sein du GODF et se refuse à toute réception de femmes au sein des hauts grades.



Suprême Conseil

Grand Collège du Rite Ecossais Ancien Accepté

G.:.O.:.D.:.F.:.

s

Paris le 10 novembre 2010

Le T.:.P.:.S.:.G.:.C.:. à *Tous les Ateliers de la Juridiction*

Mon B.:.A.:.F.:.,

La tenue du convent de notre Obédience, le Grand Orient de France, a suscité un certain nombre de prises de position et de votes sur des sujets importants. Certes, cette Assemblée Générale a montré le dynamisme de notre institution. Les débats ont été riches même s'ils sont tronqués par l'obligation du respect d'un temps de parole trop court. S'ensuit parfois une certaine précipitation dans les décisions prises.

Le vote, à une courte majorité, rappelant que l'article 76 de notre Règlement général n'implique aucune considération de distinction de genre et de discrimination et donc permettant l'initiation des femmes, a été suivi d'un vote du Conseil de l'ordre du samedi 30 octobre par 28 voix contre 3, permettant l'affiliation des sœurs. Autant la décision conventuelle ne nous impliquait qu'indirectement puisque nous laissant un temps de latence de plusieurs années, autant cette décision de l'exécutif nous met face à une situation immédiate.

L'état de fait devant lequel nous nous trouvons, c'est-à-dire la mixité du Grand Orient de France, a suscité de nombreuses réactions d'opposition, depuis le recours juridique en annulation des décisions prises ce jeudi 2 septembre jusqu'à la volonté de certains de créer une nouvelle obédience dite Grand Orient de France « traditionnel » ce qui signifie exclusivement masculin. C'est dire combien la situation est complexe. En tant que Francs-maçons du Grand Orient de France, nous nous devons de combattre en faveur de son unité, toute tentative de déstabilisation aboutirait à un affaiblissement de notre obédience.

Durant cette période de troubles dans les esprits et dans la structure même du Grand Orient de France, troubles qui risquent de durer quelque temps, la juridiction du REAA-GODF s'interdit une intervention quelconque au niveau institutionnel dans ce débat qui concerne au premier chef les ateliers symboliques et nous-mêmes en tant que Frères mais pas la structure initiatique de hauts grades écossais.

Lorsque le calme sera revenu nous aviserons alors de la position à prendre après une réflexion que nous devons mener dès à présent, tant dans les ateliers qu'au sein du Suprême Conseil. Je vous sollicite donc pour que vous nous fassiez part tout au long de l'année du fruit de vos débats dont il faut souhaiter qu'ils se déroulent dans la sérénité.

Jusque là, il est évident que nos structures ne subiront aucune modification. Quelle que soit la situation du Grand Orient de France, la configuration de notre juridiction demeurera inchangée. Même si nous pouvons considérer comme possible les présences de délégations féminines ou mixtes au cours de certaines tenues de caractère exceptionnel, il ne peut être question d'affiliations féminines en l'absence de toute réflexion préalable d'ensemble.

Nous nous devons de défendre cette réputation et cette réalité de cohésion, de sérénité et de sagesse qui fait notre force.

Avec ma fraternelle affection : Jean-Robert RAGACHE.

► Le 22 septembre, la loge République organisait une importante réunion sur *Controverses sur Freud: où est l'imposture?*, avec les frères **Michel Ciardi**, psychothérapeute, **Pascal Couderc**, psychanalyste, **Ivan Gasman**, psychiatre des hôpitaux, **Jean-Pierre Klein**, psychiatre et dramaturge, **André Nataf**, dramaturge (auteur d'une pièce sur **Lou-André Salomé**), et **Guy Tzarowsky**, psychiatre.

► Ex-adjoint de **Jacques Chirac** et de **Jean Tibéri** à la mairie de Paris, l'homme d'affaires **Manuel Diaz** est décédé le 11 décembre. Ancien maire radical de gauche de Millau et président d'honneur de la Fédération nationale des élus républicains et radicaux, ce franc-maçon de haut rang coordonna durant des décennies la fraternelle maçonnique des radicaux de gauche.

PORTRAITS

(Suite de la page 2)

régionale du Front national en 1998, ainsi que le suppléant du FN **Yvan Blot** lors d'une élection législative partielle la même année. En fait, la nomination de Richert s'explique essentiellement par le départ de **Jean-Marie Bockel**, ce qui permet de maintenir une représentation alsacienne, terre traditionnellement ancrée à droite, au gouvernement…

« POM », compagnon de « MAM », dit « le crétin des Alpes », dit « le con qui s'adore », dit « le père Michèle ».

Surnoms de Patrick Ollier selon *Le Canard enchaîné* (mars 2007).

Patrick Ollier, le nouveau ministre chargé des Relations avec le Parlement, est né le 17 décembre 1944 à Périgueux (Dordogne). Militant gaulliste dès le lycée à Aix-en-Provence, il cofonde en 1963 l'Action étudiante gaulliste et en 1965, l'Union des jeunes pour le progrès, qui se rattache au « gaullisme social ». C'est lui qui recrutera, à Aix, un militant qui fera parler de lui par la suite, un certain **Philippe Séguin**. Dans les années 1980-1990, il lancera d'ailleurs l'association Club Vingt, qui regroupait les fondateurs de l'UJP, et signera *Le Gaullisme, éléments d'une anti-doctrine*. Par la suite, il appartiendra tant à l'UNI qu'au MIL, qui a pris la suite du Service d'action civique. Licencié en sciences économiques et diplômé d'études politiques, il enseignera l'économie à Aix-en-Provence, tout en poursuivant rapidement une carrière politique, étant à plusieurs reprises candidat gaulliste dans la même ville. Dès 1967, il entre au comité central du parti gaulliste. En 1968, il assure le secrétariat général de l'UNR pour la PACA.

Il monte à Paris en 1969, appartenant à six cabinets ministériels différents (jusqu'en 1981), souvent en charge des Relations avec le Parlement (**Pierre Messmer**, **Jacques Baumel**, **Jacques Chaban-Delmas**, **Georges Gorse**, **Paul Dijoud**, **Alain Peyrefitte**). Il participe à la campagne de Jacques Chaban-Delmas en 1974 et devient en 1977 maire adjoint de Rueil Malmaison (Hauts-de-Seine), aux côtés de Jacques Baumel (dont il sera le suppléant à partir de 1978). À la suite de la victoire de la gauche, cet apparatchik gaulliste puis chiraquien est durant quelques mois (juin à septembre 1981)chargé de mission à la Direction générale des télécommunications, en charge de la commercialisation de la télématique, puis se recase au service de **Jean-Marc Vernes**, comme conseiller du président du groupe Beghin-Say (1981-1986). Durand la première cohabitation, il est conseiller pour les affaires politiques et parlementaires de Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Non élu mais ayant figuré sur la liste RPR aux élections législatives de 1986 dans les Hautes-Alpes, il est élu pour la première fois député en 1988, devenant député RPR de la 2e circonscription des Hauts-Alpes (57,1 %), battant le socialiste **Robert de Caumont**, maire de Briançon. En mars 1989, il devient maire de La Salle-les-Alpes, où se trouve la station de Serre-Chevalier (et le demeurera jusqu'en 2002), et, en mars 1992, conseiller général de Monêtier-les-Bains (jusqu'en 2001). Secrétaire général de l'Association nationale des élus de la montagne à partir de 1990 et vice-président de l'Association européenne des élus de la montagne à partir de 1992, il présidera le conseil d'administration du parc national des Écrins et sera le rapporteur d'un rapport parlementaire sur la montagne. Il est réélu en 1993 (53,88 %) dès le premier tour, et, en 1997, avec 51,02 %, au second tour, face au socialiste **Alain Musson**. Entretemps, ce proche d'**Alain Juppé** a soutenu **Edouard Balladur** et non **Jacques Chirac** à l'élection présidentielle de 1995 (ce qui l'empêche d'obtenir un maroquin ministériel) Marié depuis 1974 avec Dominique Figuières (dont il a eu deux enfants), il en divorce, se rapprochant de **Michèle Alliot-Marie** dont il devient le compagnon (ils apparaissent ensemble à l'université d'été du RPR en 1998, mais leur liaison ne sera « officialisée » qu'en 2000 par *Paris-Match)*. Devant se rendre régulièrement à Saint-Jean-de-Luz, dont la présidente du RPR (dont il a été le mandataire durant sa campagne en 2000) est maire, il abandonne les Hautes-Alpes pour la région parisienne. Il se réimplante donc à Rueil-Malmaison, au grand dam du publicitaire **Thierry Saussez** qui lorgnait la place. Il figure sur la liste municipale du franc-maçon Jacques Baumel (issu de l'UNR-UDT dont il avait été secrétaire général, et qui avait très fermement soutenu « MAM » à la présidence du RPR) en 2001, devenant alors premier maire adjoint. En 2004, il remplace Baumel à la tête de la commune, ayant déjà obtenu sa circonscription, la 7e des Hauts-de-Seine, où il est élu, en 2002, avec 68,52 % face à la socialiste **Souhila Nador**.

L'entrée au gouvernement de sa concubine lui interdit à nouveau l'entrée dans un cabinet ministériel (comme cela avait été le cas avec **François Hollande** et **Ségolène Royal** au Parti socialiste). Conseiller politique de Michèle Alliot-Marie à la présidence du RPR et membre du bureau politique de l'UMP depuis sa fondation en 2002 et conseiller politique depuis 2009, il sera président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire de 2002 à 2007. De mars à juin 2007, il préside l'Assemblée nationale, puis reprend, en 2009, la présidence de la commission des affaires économiques. En 2007, il est réélu député, dès le premier tour, avec 60,29 % (bien qu'étant concurrencé par deux ex-UDF).

Il n'espérait plus devenir ministre, mais le retour à quelques fondamentaux chiraquiens a conduit **Nicolas Sarközy** à lui accorder, à l'usure, ce qu'il lui avait toujours refusé. Aux Relations avec le Parlement, il ne devrait pas mal se débrouiller, étant lui-même franc-maçon (selon *Un État dans l'État* de **Sophie Coignard**, qui assure que le père de Michèle Alliot-Marie en était aussi).

République Française
Elections législatives des 21 et 28 mars 1993

Département des Hautes-Alpes
Deuxième circonscription des Hautes-Alpes

UNION POUR LES HAUTES-ALPES

Continuons ensemble !

Patrick OLLIER
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole
Député sortant
Conseiller Général
Maire de La Salle Les Alpes
Président du Parc National des Ecrins

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Elections au Conseil Général
du 8 Mars 1970
(Canton d'AIX-NORD)

CANDIDATURE
Patrick OLLIER
Professeur d'Initiation aux Faits Economiques et Sociaux
CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITE
U.D.R. - Républicains Indépendants - U. G. Vme - U.J.P.

Électrices, Électeurs !

Patrick OLLIER... UN JEUNE !

Patrick Ollier, élu baladeur. Candidat à Aix-en-Provence dans sa jeunesse, élu à Rueil-Malmaison, puis député-maire dans les Hautes-Alpes, puis député des Hauts-de-Seine…

POLITIQUE/ENQUÊTE

▶ Figure montante du mouvement *Tea Party* (cf p.8) au Texas, **Suzanne Guggenheim** est une franco-américaine installée outre-Atlantique peu après la victoire socialiste en 1981. Elle était à cette époque l'une des principales responsables de l'UNI, un syndicat étudiant proche du RPR.

▶ À la suite de notre article sur les groupes sionistes de surveillance d'internet (*F&D* 302), nous avons découvert, via *universtorah.com*, l'existence d'une seconde équipe de censure et de filtrage de l'internet francophone, la Fédération de défense contre l'antisémitisme sur internet, lancée en avril 2010 par un « professionnel de l'internet », **Binhaymin** (se faisant également appeler **Benjamin**) **Benhamou.** En réalité, comme l'indique le site israélien (domicilié à Jérusalem) *juif.org*, qui se vante d'en avoir été à l'origine, le sigle FDII correspond également à la Force de défense d'Israël sur Internet, animée par **Benjamin Benhamou**, diplômé de l'Ecole centrale de Lyon et ingénieur chez Altran (aviation/aérospace). « La FDII réunit des membres dynamiques & solidaires d'Israël et du peuple Juif à travers le monde, qui partagent les mêmes valeurs d'unité, de fierté juive et les mêmes volontés d'éradiquer les propagandes négationnistes et autres groupuscules racistes et antisémites sur le réseau Internet. »

▶ La FDII compte 1856 membres actifs qui contactent les sites de partages gratuits de vidéos comme *Daily Motion* ou *You Tube*, pour obtenir la censure de certaines d'entre elles. Le FDII a déjà obtenu la suppression de « plus de dix mille documents propageant les pires clichés contre les Juifs ». 78 % des contenus signalés ont été ainsi supprimés. Le délai de censure est passé, par exemple sur *Daily Motion*, de huit jours à une seule journée.

▶ Le chanteur **Francis Cabrel** était l'un des invités personnels de **Jean-Luc Mélenchon** sur le plateau de *Vivement Dimanche*. Souvent considéré comme « franchouillard », il a en réalité toujours milité à gauche: maoïste dans sa jeunesse, tiers-mondiste ensuite, il signa la première chanson hostile au Front national (*Saïd et Mohammed* en 1983), avant d'être candidat sur une liste « gauche et ouverture » aux élections municipales, puis soutien de José Bové (concert à Millau le 28 juin 2000)… mais votera **Nicolas Sarközy** en 2007. Avant donc de repasser rapidement à gauche.

▶ L'Assemblée nationale s'est enfin décidée, le 17 novembre, à faire disparaître un scandaleux avantage fiscal: les conseillers de Paris élus avant 1992 bénéficiaient d'une retraite d'élu municipal totalement défiscalisée. Parmi les 47 bénéficiaires encore vivants figurent **Jacques Chirac, Lionel Jospin** ou **Jean Tibéri.**

▶ Voulu par l'ex-socialiste **Georges Frèche**, qui s'était ménagé une clientèle pied-noir, le Musée de l'Algérie française verra-t-il le jour? Après le limogeage de sa conservatrice **Catherine Parpoil**, c'est au tour de sa remplaçante, **Florence Horowitz**, de démissionner. Le chantier a déjà coûté 19,3 millions d'euros mais la nouvelle équipe socialiste est très hostile à ce musée…

D'ÉTRANGES HAUSSES EN PÉRIODE DE CRISE

En cette période de crise économique et financière, le projet de loi de finances pour le budget du travail, la solidarité, l'insertion, l'immigration et l'asile est du plus haut intérêt. On constate alors que la plupart des dépenses sont strictement encadrées ou en baisse, d'autres sont en croissance, sans que des justifications soient fournies.

On y apprend ainsi que l'Aide médicale d'État (AME), destinée exclusivement aux immigrés clandestins sera financée à hauteur de 588 millions d'euros, soit une hausse de 53 millions par rapport à 2010. Un niveau de financement qui devrait être maintenu en 2012 et en 2013. Les seules dépenses relatives aux immigrés clandestins gravement malades évacués de Mayotte vers des hôpitaux de La Réunion s'élèvent à 6 millions d'euros. Selon le président de la commission des lois Jean-Luc Warsmann « la tendance à la hausse des dépenses d'AME ne s'infléchit pas, les chiffres provisoires faisant apparaître une hausse de 17 % entre mai 2009 et mai 2010. Tout porte à penser que la ligne de dotation budgétaire […] ouverte pour 2010, votée à 535 millions d'euros, ne suffira pas d » ici à la fin de l'année. »

Par ailleurs, le même document indique que 115 millions d'euros seront consacrés au programme « indemnisation des victimes de persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale » (terminée, rappelons-le, en 1945). Ce budget a été évalué sur la base d'une revalorisation annuelle de 2,5 % du montant des rentes versées aux orphelins de victimes, ce qui devrait le porter à 492,51 euros par mois. Il tient compte aussi des demandes nouvelles continuant à être déposées au titre de ce dispositif, « pour lequel, à ce jour, aucune forclusion n'a été prononcée » précise Bercy.

Les crédits consentis à la garantie du droit d'asile s'élèveront, en 2011, à 327,7 millions d'euros, en augmentation de 11,4 millions d'euros. Le fonctionnement des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) s'élève à 199 millions d'euros, avec 21 689 places réparties dans 275 centres. Le coût moyen d'une place est de 25,13 euros par jour. Le dispositif d'hébergement d'urgence passe à 40 millions d'euros, contre 29,8 millions en 2010 (ce qui représente une augmentation de plus de 33 %). Sa capacité est de 7 365 places, dont 1 500 gérées au niveau national. Au total, les crédits consacrés à l'hébergement des demandeurs d'asile seront en hausse de près de 3,4 % en 2011.

54 millions (+1,7 million) sont attribués à l'Allocation temporaire d'attente (ATA) versée pendant toute la durée de la procédure d'instruction aux demandeurs d'asile ne pouvant être hébergés en CADA (13 405 bénéficiaires pour une durée moyenne de 12 mois). 250 000 euros sont versés à des « associations assurant la prise en charge médico-psychologique des demandeurs d'asile (NDA: se disant) victimes de tortures ». L'Office français de protection des réfugiés et des apatrides reçoit, « pour améliorer les capacités d'examen des demandes d'asile », une subvention pour charges de service public de 34,5 millions d'euros, contre 32 millions en 2010 (près de 8 % d'augmentation). S'y ajoute aussi un programme « développement solidaire et migrations » doté de 20 millions d'euros, servant à financer des « actions bilatérales » avec des pays ayant signé un « accord de gestion concerté des flux migratoires », en clair des primes de réinstallations pour les immigrés clandestins expulsés.

En revanche, seulement 32,2 millions d'euros (contre 37,2 millions en 2010) sont budgétés pour les expulsions d'immigrés clandestins. 31,3 millions serviront au fonctionnement courant des Centres de rétention administrative (où sont logés les immigrés clandestins), plus 15,9 millions et 13,65 millions pour leur réhabilitation ou leur extension. 13,3 millions d'euros (contre 11,4 en 2010) sont destinés à l' « accompagnement sanitaire, social et juridique » des immigrés clandestins placés en rétention (ces sommes revenant essentiellement à des associations immigrationnistes tentant d'empêcher ou de retarder l'expulsion des clandestins…). On y ajoutera encore à titre d'exemple (la liste est quasiment illimitée) 72,9 millions pour le programme « intégration et accès à la nationalité », dont 14,4 millions pour les « primo-arrivants », 14,7 millions pour les « actions d'intégration des réfugiés », etc.

ÉTRANGER



Vers la faillite générale

Nos lecteurs n'auront pas été surpris de la quasi-faillite de l'Irlande, ce thème ayant été plusieurs fois abordé dans nos derniers numéros. À remarquer que, début novembre, le Fonds monétaire international a exhorté les économies des États les plus développés à se préparer aux futures faillites des plus grandes institutions financières de leurs pays respectifs, à l'image de la banque Lehman Brothers en 2008. Dans un document intitulé *Conséquences des réformes de la régulation sur les institutions financières grandes et complexes*, le FMI appelle évidemment à une mondialisation accrue (alors que la solution est un retour au protectionnisme) à une « coordination mondiale pour établir des mécanismes efficaces de démantèlement et de partage des tâches pour gérer les institutions multinationales en faillite ». Il indique surtout que « les faillites futures sont inévitables ».

Tea Parties

Loin d'être des mouvements totalement désordonnés et populistes, comme le prétendent les médias européens, le mouvement des « *Tea Parties* », violemment hostile à Barack Obama, souvent qualifié de « Halfrican American » (« tout autant africain qu'américain »), qui a remporté quelques victoires lors des élections de mi-mandat (Alaska, Kentucky, Utah, Floride, etc.), s'appuie sur une base de *think tanks*, ces fondations et club de pensée qui façonnent la politique américaine, et s'est trouvé une idole en la personne de **Sarah Palin** (pas si dissemblable, dans son vocabulaire, son élocution et ses postures quasi-religieuses d'une **Ségolène Royal** française) mais aussi dans le libertarien **Ron Paul**. Ces manifestations tirent leur nom de la *Boston Tea Party* de 1773, une réaction à la fois populaire et bourgeoise contre la décision du gouvernement, alors britannique, d'instaurer un monopole sur les importations de thé. Faisant référence aux Pères Fondateurs, ils revendiquent une intervention étatique minimale, devant se concrétiser dans une baisse drastique des impôts (baisse de 4 000 milliards de dollars). Totalement hostiles aux thèses keynésiennes, elles rejettent l'idée d'un État interventionniste, qui ne doit pas notamment venir en aide aux entreprises ou aux individus en difficulté. Opposées au sauvetage des banques américaines, aux dérives de Wall Street et au versement de bonus aux spéculateurs (manifestation contre AIG), à la réforme de la santé et à la lutte contre le réchauffement climatique, ces associations défendent la liberté d'entreprendre et les valeurs de l'Amérique puritaine (lutte contre l'immoralité, la décadence, refus de droits particuliers pour les minorités sexuelles ou ethniques). Elles renvoient surtout dos à dos Républicains et Démocrates, coupables d'avoir mis leurs mandats au service des groupes industriels ou financiers qui ont contribué à leur élection, et jugent corrompus la quasi-totalité des élus de premier plan. Elles puisent également largement dans les « thèses » économiques popularisées par une romancière totalement inconnue en France, **Ayn Rand**, dont l'influence actuelle est comparable à celle de Victor Hugo en France au XIXe siècle. **Alan Greenspan**, qui lui voue un véritable culte, en fut l'un de ses principaux apologues avant qu'il ne prenne la tête de la Federal Reserve, tout comme **Lawrence Summers**, le père de la dérégulation financière (qui vient de démissionner de son poste de conseiller spécial de **Barack Obama**). Associant conservateurs, ex-républicains, libertariens et quasi-illuminés (si typiques de la politique locale américaine), elles ne s'intéressent pas à la politique étrangère, hormis un soutien inconditionnel (mais pas Ron Paul) à Israël et un rejet total de l'islam (qualifié dans certains tracts de « religion de macaques »). Les deux principaux *think tanks* sont l'American for Tax Reforms, créé, sous **Ronald Reagan**, en 1985, par **Grover Norquist**, l'American for Prosperity Foundation, fondé en 2001 par les frères **David et Charles Koch**, milliardaires du pétrole. S'y ajoutent Freedom Works, créé en 2004 par l'ancien *leader* républicain à la Chambre des représentants **Dick Armey** et le Liberty Central, lancé en 2009 par **Virginie Thomas**, épouse du célèbre juge de la Cour suprême **Clarence Thomas**.

▶ L'Algérie devient la Corée du Nord: six membres du Ballet national algérien viennent de demander l'asile politique au Canada à l'occasion de la sortie de cette troupe de danse outre-Atlantique.

▶ L'armée israélienne vient de mettre au point un robot-serpent totalement autonome. Inspiré du corps d'un reptile, il peut se faufiler dans les égouts et canalisations inaccessibles à l'homme. S'il est touché par un impact, il peut se séparer des parties endommagées, étant composé de plusieurs unités identiques autonomes.

▶ Malgré la présence d'une très forte communauté turque et d'une immigration continue importante (200000 immigrants par an en moyenne), la natalité est à son plus bas en Allemagne depuis 1945, avec seulement 656152 naissances en 2009 (contre 685514 en 2008 et 770774 en 1999). L'année record avait été 1964 avec la naissance en RDA et en RFA de 1357304 nouveau-nés.

▶ Un Lituanien sur six aura reçu une aide alimentaire en 2010, soit plus de 500000 Lituaniens sur une population de 3400000 personnes. Acculé à la faillite, le gouvernement lituanien a décidé d'augmenter les impôts, tout en réduisant les retraites et les salaires dans la fonction publique. Il faut savoir que le revenu au-dessous duquel l'aide alimentaire est accordée n'est que de 152 euros par mois.

▶ Le banquier démocrate (mais qui a toujours soutenu les positions jusqu'auboutistes des républicains, notamment contre l'Irak et l'Afghanistan) **Maurice Sonnenberg** prend la tête, à la Chambre des représentants, de la Commission nationale d'audit des programmes de recherche et de développement de la communauté américaine du renseignement. Personnalité méconnue du complexe militaro-industriel, ce stratège de l'espionnage économique et de la mondialisation était l'un des conseillers internationaux de Bear, Sternes & Co, lorsque cette banque d'investissement s'est effondrée provoquant la crise financière mondiale de 2008. Figure historique du néoconservatisme américain, cet ancien agent de renseignement américain, considéré comme proche du Mossad, a été au service de cinq présidents successifs (**Carter**, **Reagan**, **George Bush**, **Clinton**, **George W. Bush**).

✋ Afin de « réfuter une fois pour toutes les thèses mensongères des négationnistes » (dixit le site *israel7.com*), un nouveau moteur de recherches, spécialisé exclusivement dans le collationnement d'informations sur « l'Holocauste », verra le jour en 2014. Lancé par l'European Holocaust Research Infrastructure et favorisant « la communication et l'échange entre des experts et des chercheurs de différents pays qui s'intéressent à la Shoah sous des angles divers », il coûtera la bagatelle de 7 millions d'euros et sera financé par l'Union européenne.

▶ Afin d'éviter des nouveaux scandales, l'armée israélienne va interdire l'accès de ses ordinateurs à tous les réseaux sociaux (*Facebook*, *Twitter*, etc.) ainsi qu'à divers sites internet comme *Gmail*, *Hotmail*, etc..



POLITIQUE

Une certaine **Armelle Benassy** se présentera comme « divers droite » dans le canton corrézien de **Bernadette Chirac** en mars 2011. Elle est la fille du Dr **Henri Benassy**, décédé en 1990, qui avait été l'élu de ce canton jusqu'à ce que l'épouse de **Jacques Chirac** reprenne sa circonscription. Jusque-là rien que de très normal dans ce « Clochemerle », sinon que Armelle Benassy est surtout l'épouse de **Jean-Claude Laumond**, chauffeur particulier de Jacques Chirac pendant des lustres (puis brutalement limogé sur décision de Bernadette dès qu'il a décidé de se marier avec la fille du Dr Benassy), auteur d'un passionnant ouvrage sur les frasques extraconjugales du président de la République, *25 ans avec lui*.

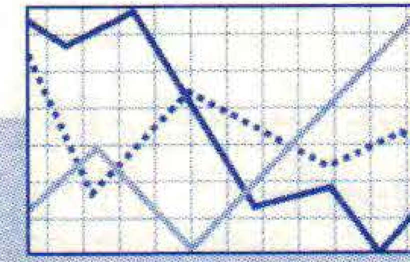
Les médias ne reculent devant aucune vilenie pour contrer **Bruno Gollnisch**, candidat à la succession de Jean-Marie Le Pen, à la tête du Front national. Cet homme pondéré, d'une immense culture, est ainsi décrit par l'éditorialiste anonyme **Favila** dans le quotidien économique *Les Echos* du 18 novembre : « Gardien du noyau dur de la doctrine, entouré de burgraves intégristes, antisémites, négationnistes, anciens d'Indochine, d'Algérie ou de nostalgiques de Pétain. Il assume. Sa sincérité ne s'autorise aucune concession. Desservant de la flamme, il en est au point qu'il serait prêt à quelque indulgence pour les Arabes, comme le grand mufti de Jérusalem, **Husseini**, en avait pour les nazis. »

Le site internet mondial de la Congrégation Beith Haverim, indique que le Congrès mondial des Juifs gays, lesbiens, bi et trans, appelé « Shabbaton », se déroulera à Paris, du 23 au 26 juin 2011.

Rectificatif. **Max Piselli**, maire de Draguignan, est maire UMP (ex-UDF) et non socialiste (*F&D* 305).

L'une des dernières décisions d'**Eric Besson**, en tant que ministre de l'Intégration, a été de décider un nouveau « programme d'aide à la réinsertion dans leur pays des Roumains en situation irrégulière » (essentiellement des Roms, qui reviennent au bout de trois mois…) en 2011. Doté de plus d'un million d'euros, ce programme met l'accent (sans rire) sur « la création pérenne d'activités et d'emplois ». En 2009, 136 projets de réinsertion ont été financés par l'OFPRA pour 709 560 euros et depuis le début de 2010, 73 projets pour 354 780 euros. L'augmentation des crédits ne peut donc que renforcer l'effet de « pompe aspirante ».

Franc-maçon et véritable *deus ex machina* d'Europe Ecologie-Les Verts, **Jean-Vincent Placé**, ex-compagnon et bras droit de **Cécile Duflot**, est le négociateur en chef du nouveau parti avec le Parti socialiste en matière électorale. Il se voit déjà sénateur de l'Essonne en septembre 2011 et pense même décrocher la présidence du Groupe d'amitié sénatorial France-Corée du Sud, étant lui-même d'origine coréenne (il fut adopté, petit, par une famille française catholique et de droite…).



Dépenses publiques

Les dernières études d'Eurostat (institut officiel des statistiques européennes) démontrent que la crise n'a nullement réduit la disparité entre public et privé dans l'Union européenne, le public s'étant au contraire renforcé, avec une augmentation des rémunérations. En 2009, les revenus du secteur public représentaient en moyenne 11,7 % du PIB dans la zone euro et 11,9 % dans l'UE. Avec quatre pays en tête: le Danemark (19,3 %), la Suède (15,4 %), la Finlande (14,9 %)… et la France (13,2 %). À titre de comparaison, l'Allemagne se situe nettement derrière avec des rémunérations publiques ne représentant que 7,3 % du PIB. Mais, surtout, la France est championne, toutes catégories confondues, pour les dépenses sociales: 26,2 % du PIB, contre 19,5 % dans l'UE. En France, les salaires du public ont augmenté de plus de 2 % en 2009, en pleine crise, alors que ceux du privé ont baisé. En moyenne, un salarié du public français gagne environ 2 900 euros de plus par an qu'un salarié du privé. Dans d'autre pays, les différences sont plus fortes (comme en Roumanie, avec un salaire de 132 % plus élevé dans le public que dans le privé). Cette tendance est générale partout dans le monde, y compris aux États-Unis, où les salariés de l'État fédéral gagnent 22 % de plus. Et, depuis décembre 2007, si le secteur privé américain a perdu 7,8 millions d'emplois, le public a augmenté ses rangs de 64 000 emplois nets.

Une fois de plus, le Nouveau Parti anticapitaliste (héritier de la Ligue communiste révolutionnaire) est en crise. Prévu dans un premier temps du 10 au 14 novembre, son congrès a ensuite été reporté au 10-12 décembre et vient d'être encore repoussé au 4-6 février (par 49 voix contre 42), au prétexte de la mobilisation du NPA lors des récentes grèves contre les retraites. En réalité, le NPA est divisé en trois tendances: les unitaires (« P3 », partisans d'une alliance avec le Front de gauche), les orthodoxes (« P2 », les plus révolutionnaires) et la direction qui se situe entre les autres fractions. En fait, le NPA est totalement marginalisé, ayant espéré un espace à gauche… qui est aujourd'hui pris par le Parti de gauche de **Jean-Luc Mélenchon**, la seule question qui se pose étant: y aura-t-il ralliement du NPA à la candidature de Mélenchon en 2012 (ce qui déstabiliserait encore un peu plus le PS) ou un candidat NPA (qui apparaîtra comme un diviseur de la « gauche de la gauche »?).

Jean-Luc Mélenchon, dont on a oublié qu'il fut un cadre trotskyste de premier niveau, est bien décidé à être candidat en 2012. Il a réussi un véritable exploit en marginalisant totalement le Parti communiste, totalement inaudible (alors que le PCF espérait simplement s'en faire un allié minoritaire), malgré une campagne de presse lancée pour tenter de faire connaître le candidat officiel du PCF en 2012, le très obscur député du Puy-de-Dôme **André Chassaigne**. Les accusations de « populisme », essentiellement venues des cadres PCF, ne devraient pas se poursuivre longtemps, Mélenchon disposant, par ses coups d'éclat et sa faconde, d'une véritable popularité chez les électeurs communistes. Son livre, *Qu'ils s'en aillent tous*, a été tiré à 40 000 exemplaires, un tirage de très loin impossible pour un livre d'un élu communiste. Un accord devrait être trouvé: Mélenchon candidat en 2012 contre une majorité de candidats communistes aux élections législatives.

KIOSQUE

► À l'occasion d'une publication judiciaire dans *Libération* du 11 novembre, il apparaît que **Vincent Noce**, nom du journaliste de *Libération* spécialisé dans le marché de l'art, est le pseudonyme de **Nicolas Baby**, connu dans les années 70 comme l'une des grandes figures du gauchisme parisien. Fils d'un haut fonctionnaire, ce militant trotskyste fut le fondateur, en 1968, des Comités d'action lycéens. Gravement blessé à la tête le 11 mai (sur une barricade), il cofonde ensuite, avec **Maurice Najman**, l'Alliance marxiste révolutionnaire et s'imposera comme l'un des principaux activistes antinationalistes. On le retrouvera ensuite au Parti socialiste unifié (avec lequel l'AMR avait fusionné) ou à Information pour les droits du soldat, qui entendait créer des syndicats d'appelés.

► À la suite des fortes tensions sur la ligne éditoriale de *Rivarol* (*F&D* 305), son directeur **Jérôme Bourbon** a interdit l'accès aux colonnes de l'hebdomadaire à **Éric Delcroix**, président de l'Association des amis de Rivarol. Ce dernier pourrait prochainement en démissionner, tout comme **Camille Galic**, le vice-président **Ghislain de Diesbach** et le trésorier **Jean-Paul Angelelli**. De son côté, **Jean-Marie Le Pen** a porté plainte contre *Rivarol* pour propos diffamatoires tandis que **Marine Le Pen** a porté plainte contre **Jérôme Bourbon** pour injures.

► *France-Soir* aurait été discrètement mis en vente par la famille **Pougatchev**. Avec le soutien de l'Élysée, l'ex-directrice de la rédaction **Christine Vulvert** tenterait de monter un tour de table crédible.

► Conseillère parlementaire au cabinet de **Nathalie Kosciusko-Morizet**, secrétaire d'État à la Prospective et au Développement numérique jusqu'à ces derniers jours, **Anne-Sophie Bordry** (fille du conseiller d'État **Pierre Bordry** qui fit longtemps la pluie et le beau temps au Sénat) vient d'être nommée directrice des affaires publiques pour la France et l'Europe du Sud de Facebook. D'où un éventuel « conflit d'intérêt ».

► Le nouveau n° de *Terre & Peuple* (BP 46, 69380 Lozanne) a pour thème central *Croire et combattre*, tandis que **Pierre Vial** s'interroge : *L'arbre rom ne doit pas cacher la forêt africaine*. **Éric Delcroix** réplique au débat entraîné par le dossier *La Nouvelle Droite est-elle de gauche ?*, paru dans le n° d'été d'*Éléments* (*F&D* 301).

► *Arrêts sur lectures* de Me **Patrick Brunot**, qui vient de sortir chez Dualpha (10 rue Primatice, 75013 Paris), est cette espèce de recueil de citations intelligentes, collectées une par une lors de nos lectures, que nous rêvons tous de publier, mais que nous interrompons avant de l'avoir fini. Un nouveau guide des citations de l'homme de droite. On regrettera seulement que seul l'auteur soit cité et non l'ouvrage d'où provient la citation.

► Les Éditions des Équateurs commencent la réédition des célèbres *Cahiers* de Maurice Barrès. Le premier volume (janvier 1896-novembre 1904) vient de sortir au prix de 30 euros (alors même qu'on trouve facilement d'occasion les cahiers afférents à un coût moins élevé).

► Les Éditions de la forêt viennent de rééditer, dans une édition largement enrichie, l'un des grands classiques du Pr **Jean Haudry**, meilleur spécialiste français des langues indo-européennes, *Les Indo-Européens*, paru initialement en 1981 aux PUF et épuisé depuis très longtemps. Un ouvrage essentiel mettant une matière scientifique de haut niveau à la portée du plus grand nombre. Jean Haudry sera l'invité d'**Emmanuel Ratier**, le mercredi 15 décembre de 19h30 à 21h, à *Radio Courtoisie*. Il signera son livre le samedi 18 décembre, de 14h30 à 18h, à la Librairie Facta (4 rue de Clichy, 75009 Paris).

☟ Sortie le 18 novembre, la nouvelle édition de la *TOB*, la *Traduction œcuménique de la Bible*, qui fait autorité dans les milieux pas seulement progressistes, falsifie une nouvelle fois les textes bibliques. À la demande pressante de l'Amitié Judéo-chrétienne, le mot « juif » (*ioudaioi* en grec) est tout simplement remplacé quasi systématiquement par « Judéen » dans l'*Évangile* de Saint Jean. Depuis près d'un millénaire, les traducteurs se seraient donc trompés ! Comme l'a justifié crûment Mgr **Francis Deniau**, évêque de Nevers, président du Comité épiscopal des relations avec le judaïsme, « cela peut contribuer au dialogue. Certaines attitudes, certains langages peuvent engendrer de l'antisémitisme. Il faut faire attention aux termes que l'on utilise. »

► Notre librairie associée, la Librairie Facta (4, rue de Clichy, 75009 Paris. Tel: 01 48 74 59 14) met en vente une exceptionnelle et rarissime série de gravures et lithographies, grand format (certaines en couleurs), de l'immense sculpteur et dessinateur allemand **Arno Breker**.

► La jeune **Hélène Grémillon**, qui vient de publier un premier roman très remarqué, *Le Confident* (Plon), est la nouvelle compagne du chanteur **Julien Clerc**.

► Fondateur d'Alphée en 2007, le célèbre éditeur **Jean-Paul Bertrand** pourrait prochainement céder les rênes de sa maison d'édition.

✷ Autodafé. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme vient de demander au ministère de l'Intérieur « l'interdiction et la destruction » de *La Mafia juive. Les grands prédateurs internationaux* d'**Hervé Ryssen** (en vente à la librairie Facta, comme tous les autres ouvrages de cet auteur. Tel. : 01 48 74 59 14). Une demande d'autant plus étonnante que cet ouvrage, publié en juin 2008, n'a fait l'objet d'aucune poursuite de la part d'organisations communautaires depuis sa parution.

► Habitant Saint-Maurice-sur-Moselle, l'écrivain **Pierre Pelot**, auteur de *L'Ange étrange et Marie Mac-Do*, s'était vu décerner, le mois dernier, le prix Maurice Barrès. Il vient de le refuser, expliquant qu'il détestait **Maurice Barrès**, « entré en politique par la porte du boulangisme le plus âcre, antisémite déclaré, défenseur acharné de la peine de mort… antidreyfusard, anti immigrants, en bon idéologue de l'extrême droite française… et qui plus est coiffé comme une serpillière ».



KIOSQUE

Dans sa chronique hebdomadaire au sein de l'émission de **Franz-Olivier Giesbert**, **Nicolas Bedos**, fils du comique (de gauche) **Guy Bedos**, n'y est pas allé avec le dos de la cuiller, le 4 novembre, descendant en flammes, sous couvert de l'humour, *Elle s'appelait Sarah*, film utilisant avec excès « la mémoire de la shoah afin de renflouer les caisses lacrymales du cinéma français (grâce, bien entendu au) devoir de mémoire, qui dispense au passage le cinéaste de faire preuve du moindre talent, et lui permet de se hisser vers le million d'entrées en raflant les écoliers d'aujourd'hui pour les parquer de force dans des salles de cinéma pédagogique ». Et de poursuivre: « Jeudi, je fais un nouveau rêve, celui dans lequel je pourrais dégueuler sur **Netanyahou** et sur la politique menée par l'État d'Israël sans que personne ne me traite d'antisémite […] ou d'antisémite inconscient qui, au fond de lui, n'ose le dire consciemment mais rêve de voir pendus **Patrick Bruel**, **Primo Lévy**, **Pierre Bénichou** et ce qui reste d'**Ariel Sharon** […] Moi qui suis tellement con que je n'ai pas saisi cette notion très subtile selon laquelle s'indigner devant une politique honteuse, c'est vouloir du mal à tous les juifs de la planète. »

Réalisateur d'un récent bide sur la guerre d'Algérie, le réalisateur franco-algérien **Rachid Bouchareb**, qui s'est définitivement (?) installé aux États-Unis, va réaliser un film sur la militante marxiste américaine **Angela Davis**, pasionaria des « vietniks » et des gauchistes.

Le cinéaste d'extrême gauche **Matthieu Kassowitz** termine le tournage de *L'Ordre et la morale*, un film retraçant le drame d'Ouvéa (Nouvelle-Calédonie), où six militaires français furent tués et 19 Kanaks, en 1988. Si l'Armée a heureusement refusé de s'associer à cette mascarade, l'ex-patron du GIGN **Philippe Legorjus** a accepté de prêter son concours. L'essentiel des images a été tourné en Polynésie (avec le transfert de 300 figurants néo-calédoniens…), les tribus kanakes extrémistes refusant que le film soit tourné à Ouvéa.

« J'ai vu entrer notre père. Papa, tel qu'il était à 50 ans, le même, grand, mince, la même silhouette, une barbe en plus […] Mon frère jumeau en quelque sorte. Même pattes d'oie, même profil au nez busqué. Le nez des Drucker. » Ce passage, qui pourrait passer pour antisémite, est de la main même de **Michel Drucker**, qui découvre, dans ce passage de son nouvel ouvrage, *Rappelle moi*, l'existence d'un quatrième fils d'**Abraham Drucker**, né d'une liaison adultère.

Ex-ministre giscardien et fondateur de la Chambre de commerce France-Israël, **Lionel Stoleru** est également un mélomane et un chef d'orchestre. Le 23 novembre, il a dirigé, salle Gaveau, *La Symphonie juive*, une œuvre de sa composition présentée en première mondiale inspirée d'airs du folklore yiddish et de la liturgie juive.

Symbole du désengagement financier de l'État italien dans le domaine culturel, la célèbre Maison des gladiateurs de Pompéi, qui comportait des fresques de combat uniques en leur genre, s'est effondrée le 7 novembre.

Grâce à l'action de **Jean-François Colin** de l'Adimad, une solution vient d'être trouvée pour la stèle à la mémoire des morts pour l'Algérie française à Marignane. La stèle, enlevée par le nouveau maire DVD **Éric Le Dissès**, sur décision du préfet des Bouches-du-Rhône, va finalement être réinstallée au même endroit, moyennant quelques modifications. Seront citées les dates suivantes « autorisées par les tribunaux »: 1830-1962 (Algérie française), 20 août 1955 (massacre dans le Constantinois), 24 janvier 1960 (début de la semaine des barricades), 26 mars 1962 (massacre de la rue d'Isly), 5 juillet 1962 (massacres d'Oran). Au pied de la stèle, sera mentionné (sans aucun nom) « aux combattants tombés pour que vive l'Algérie française ».

Michel Roethel, 84 ans, est décédé brutalement le 10 novembre à Paris. Mondialement connu des grands bibliophiles, ce libraire parisien très respecté était considéré comme le meilleur spécialiste mondial de **Jules Verne** (en étant notamment l'unique expert agréé auprès des cours d'appel). Il avait fait des « cartonnages », pas seulement de chez Hetzel, un véritable objet de collection. Le milieu de la librairie ancienne avait même créé l'expression « qualité Roethel » pour les pièces exceptionnelles. Fondateur de la célébrissime Librairie Jules Verne, cet extraordinaire érudit, doublé d'un fin lettré (**Céline**, **Mallarmé**, **Baudelaire**, **Apollinaire**, etc.) et d'un cruciverbiste hors pair, était également un Maître aux échecs (il était passé à la postérité notamment lors d'une compétition avec l'artiste conceptuel **Marcel Duchamp**). Discret et modeste, cet homme de la droite de conviction, familier de feu **Serge de Beketch**, était aussi un grand ami d'**Emmanuel Ratier** et de *Faits & Documents*, revue à laquelle il était abonné depuis le n°1.

L'écrivain d'origine roumaine **Jean Parvulesco**, né en Valachie en 1929, est décédé à Paris le 21 novembre. Personnalité inclassable au style apocalyptique, il avait fui le communisme, en 1948, en traversant le Danube à la nage. Emprisonné dans des camps politiques de travaux forcés en Yougoslavie, il finit par rejoindre Paris en 1950. Proche de la Nouvelle Droite, des milieux guénoniens et de certains gaullistes (tout en ayant appartenu à l'OAS), ce proche ami de **René Abellio** fut également une figure de la Nouvelle vague, étant étroitement lié à **Jean-Luc Godard** (**Jean-Pierre Melville** apparaît sous le nom de Parvulesco dans *A bout de souffle…*), de **François Truffaut**, **Barbet Schroeder**, **Éric Rohmer**. D'une incroyable érudition, d'une courtoisie extrême et d'une rare gentillesse, ce romancier unique en son genre, parfaitement représentatif de la « Vieille Europe », vécut toujours dans une extrême pauvreté, n'ayant été soutenu que par les éditeurs **Guy Trédaniel** et **Vladimir Dimitrijevic**. Ce prophète laisse une œuvre importante bien qu'injustement méconnue. L'avenir lui rendra peut-être la gloire littéraire qu'il aurait amplement méritée. Il était un grand ami d'**Emmanuel Ratier** et de *Faits & Documents*, qu'il citait encore, dans son dernier ouvrage, *Un retour en Colchide* (Trédaniel, 2010).



POLITIQUEMENT INCORRECT



► Début novembre, le ministre UMP de l'Intérieur **Brice Hortefeux** dénonçait un « acte islamophobe » après la dégradation du chantier de la nouvelle mosquée de Reims. Le Collectif contre l'islamophobie en France montait aussi au créneau. Quoique cette association soit quasiment fantomatique, ses communiqués étaient largement répercutés par les médias. Mais il ne s'agissait que d'un pétard mouillé : l'enquête de police a rapidement démontré que ces dégradations étaient le fait de voleurs de cuivre.

► Plusieurs publicités de la Fondation Brigitte Bardot contre l'abattage rituel des animaux viennent d'être mises à l'index par l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité, un organisme purement consultatif mais dont les recommandations sont systématiquement suivies par les afficheurs et les publicitaires. Comme l'a indiqué **Brigitte Bardot**, « on peut afficher, sur tous les murs de France, "Fièrement Halal", mais il nous est interdit d'informer le consommateur sur ce qu'est réellement l'abattage rituel sans subir la censure ».

Laura ignore manger Halal ou Casher.
Pourtant on lui impose.
60% des animaux égorgés rituellement, sans étourdissement et dans de grandes souffrances, se retrouvent sans étiquetage dans vos rayons.
Arrêtons cette boucherie !

Cet animal va être égorgé à vif sans étourdissement et dans de grandes souffrances.
C'est ça, un abattage rituel.
Les sacrifices Halal et Casher ne doivent pas devenir la norme en France.
Arrêtons cette boucherie !

✷ Des tags antisémites ont été tracés, il y a quelques jours, sur les cabinets de deux avocats du « gang des barbares » responsables de la mort d'**Ilan Halimi**. Il faut lire en détail les dépêches relatives à cette affaire pour découvrir que la police estime que « le contenu de ces tags laisse penser que leurs auteurs sont des membres de la communauté juive qui ne supportent pas qu'un coreligionnaire puisse défendre des accusés impliqués dans un dossier teinté d'antisémitisme ».

► Des voyages de plus en plus chers. Le voyage de **Barack Obama** en Inde et en Corée du Sud a mobilisé 13 avions gros-porteurs pour transporter les 2 000 personnalités et fonctionnaires américains, dont 500 gardes du corps, qui l'accompagnaient. S'y ajoutaient l'hélicoptère présidentiel *Marine One* et l'avion *Air Force One*, sans parler d'un millier de chambres d'hôtels et les repas afférents. Soit un coût de 200 millions de dollars.

► **Jack Lang** de plus en plus gaga. Sur *France 3*, le 8 novembre, l'ancien ministre socialiste de la Culture a expliqué qu'il avait voté, « comme **François Mitterrand** », contre la Constitution de 1958. À l'époque, il avait 19 ans (ce qui n'en fait pas un perdreau de l'année)… mais le droit de vote était à 21 ans.

✷ Énorme escroquerie à la Shoah aux États-Unis, où 5500 Américains, souvent naturalisés, ont reçu la bagatelle de 42,5 millions de dollars versés par l'Allemagne (par le biais de l'organisation Claims Conference) en se faisant passer pour des victimes du national-socialisme. Selon le procureur en charge du dossier, « un grand nombre de personnes ayant reçu frauduleusement de l'argent sont nées après la Seconde Guerre mondiale ». Il a précisé qu'« au moins une d'entre elles n'était même pas juive », ce qui laisse supposer, *a contrario*, que la quasi-totalité des fraudeurs (5500 « moins un ») l'étaient.

► L'une des toutes dernières « rue Pétain » de France, qui rendent hommage au héros de la première Guerre mondiale de par leur situation géographique, vient d'être débaptisée. Située à Dernancourt, dans la Somme elle a été rebaptisée « rue du 5 avril 1918-Bataille de Dernancourt ». Une autre commune qui rendait hommage au vainqueur de Verdun, Papeville, dans l'Aisne, devrait bientôt pratiquer la même mutilation historique.

► Faisant fi du serment d'Hippocrate, un médecin juif de Paderborn (Allemagne) a refusé d'opérer un patient pour des raisons idéologiques, au motif que ce dernier avait un aigle avec une croix gammée tatoué sur l'épaule.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faitsetdocuments.com*
© Faits & Documents 2010. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *librairiefacta@wanadoo.fr*
Mis en page par Riwal Communication. Commission paritaire N°1010I87151. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Bourg-la-Reine.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 78 € (soutien : 100 €) ; 6 mois (10 nos) : 46 € ; 3 mois (5 nos) : 31 €.